

Le nouveau partage du monde en « grands espaces »

Monde

Par Jean-Yves Pranchère

Philosophe, professeur à l'Université libre de Bruxelles.

Publié le 23 janvier 2026

Marc-Olivier Padis

Directeur des études de Terra Nova

L'intervention éclair des Américains au Venezuela et la menace d'une appropriation du Groenland transgressent ouvertement les règles minimales du droit international. Mais à quelle logique alternative peut-on les rattacher ? On a beaucoup dit que Trump suivait une politique « transactionnelle », à la recherche de « deals » avec ses interlocuteurs. À moins de considérer que le cambriolage, le racket, l'extorsion et le chantage sont des formes normales du « deal », ce n'est nullement le cas dans ces opérations qui ne relèvent d'aucune négociation ni d'aucun accord. Dès lors, peut-on identifier une inspiration ou une ligne directrice à la politique extérieure trumpienne ?

L'action militaire américaine pour s'emparer du président vénézuélien et le faire comparaître devant un tribunal sur le sol américain présente des caractères inédits. Si des motifs de défense de la sécurité nationale sont présents dans l'argumentaire officiel, l'inculpation pour trafic de drogue relève d'un tribunal civil^①. D'autre part, le nouveau rôle à la tête du pays de la vice-présidente Delcy Rodriguez traduit le refus de s'engager dans un « *regime change* » qui a mal tourné tant en Afghanistan qu'en Irak.

De toute évidence, nous ne sommes plus dans le paradigme de l'après-guerre froide selon lequel le droit international et les institutions multilatérales devaient ordonner les relations entre les Etats. D'ailleurs, le choix de relancer à froid une guerre commerciale internationale en imposant des droits de douane tous azimuts avait déjà montré que nous étions sortis de l'âge de la coopération. Si la Maison Blanche conteste ouvertement l'ancien ordre « wilsonien », comment définir sa stratégie ? Le slogan « America First » semblait donner une ligne directrice mais il avait été compris par une part de l'électorat trumpiste comme un engagement à ne plus se lancer dans des interventions militaires extérieures. Or, la volonté de trouver des « deals » pour faire cesser des conflits et la poursuite chimérique du prix Nobel de la paix lancent au contraire Trump dans un activisme international qui pourrait contrarier sa base isolationniste. On peut dès lors se demander si l'autre slogan de campagne, « Make America Great Again », ne doit pas être compris au sens littéral comme l'annonce d'une volonté d'extension territoriale.

J'ai publié le 3 janvier un petit billet, qui avait valeur de ballon d'essai délibérément provocateur, qui se demandait si notre

époque n'était pas placée sous le signe de Carl Schmitt² ; le magazine *Philosophie* a publié deux semaines plus tard un article sur le même sujet³, et Quinn Slobodian, dans un entretien avec *Le Monde*, a souligné que les conservateurs états-uniens regroupés derrière Trump semblaient se ranger sous l'idée d'un partage du monde en « Grands espaces » tel qu'il a été théorisé par Schmitt et repris par nombre des théoriciens d'extrême droite influents, comme Alexandre Douguine. C'est donc une idée qui est spontanément venue à un certain nombre d'observateurs. Il faut préciser le sens de cette référence à Schmitt, qui risque d'être mal comprise : pardonnez-moi un détour un peu long.

Il ne s'agit pas de faire des dirigeants états-uniens, russes ou chinois des lecteurs assidus ou des disciples du juriste allemand qui se rallia au nazisme en 1933. Bien que Schmitt soit très lu par de très puissants conseillers du Kremlin⁴ et de la Maison blanche⁵, il est certain qu'il n'occupe aucune place dans l'univers mental de Trump lui-même, qui semble plutôt structuré par l'image du *Gilded Age*, les pratiques semi-mafieuses d'une expérience de l'enrichissement dans l'immobilier sans relation avec les temporalités de l'investissement industriel, et une brutalité où se mêlent narcissisme, infantilisme et sénilité.

Il ne s'agit pas non plus, en renvoyant à Schmitt, d'opérer une *reductio ad Hitlerum*, même si l'invasion de l'Ukraine par Poutine présente de très fortes analogies avec l'invasion de la Tchécoslovaquie par Hitler. Il est hors de question de minimiser la gravité de l'engagement de Schmitt dans le nazisme, de son antisémitisme radical qui l'a conduit à organiser en 1936 un colloque pour l'épuration des Juifs dans l'université allemande et qui a continué à se déchaîner avec virulence dans ses journaux intimes après 1945, de la façon dont il est resté un fidèle serviteur du régime nazi jusqu'à la défaite de l'Allemagne : la relégation partielle dont il a fait l'objet après 1936 après que la SS lui a reproché d'accorder trop de place à l'État au

détriment de la « communauté du peuple » n'a pas eu d'autre effet que de le conduire à se centrer sur les questions de droit international pour y produire une justification du « droit » du Troisième Reich à gérer son espace vital sans que les « puissances étrangères » aient un droit d'intervention dans cet espace. C'est dans ce contexte de justification de l'empire nazi qu'il a élaboré, au début des années 1940, ce qui est devenu ensuite sa théorie des « Grands Espaces ».

Il n'en reste pas moins — et c'est un point important pour qui veut comprendre les ralliements conservateurs à des régimes fascistoïdes dont il est impossible d'anticiper jusqu'où ils iront dans la violence — que les théories de Carl Schmitt n'étaient pas directement nazies et que son ralliement au nazisme a présenté une face opportuniste. Contrairement à Heidegger, qui représentait l'aile révolutionnaire du nazisme, désireuse d'un « nouveau commencement » qui ferait entrer l'Occident dans une époque inédite, en rupture radicale avec la modernité libérale aussi bien qu'avec le christianisme, Schmitt restait attaché à la tradition du catholicisme contre-révolutionnaire dont il était issu : le concordat passé avec l'Église catholique — concordat qui indigna Heidegger — était le genre de politique qu'il souhaitait ; il entendait œuvrer à une stabilisation conservatrice du nazisme comme régime impérial dont l'hégémonie sur l'espace européen se modèlerait sur l'empire britannique en même temps que sur la doctrine Monroe et les législations raciales états-uniennes, mais serait débarrassé des limitations libérales imposées au pouvoir politique par la tradition anglo-saxonne du *rule of law*. Son ralliement au nazisme tenait à ce que celui-ci s'opposait aux « dépolitisations libérales », au relâchement des êtres humains dans les seules activités du commerce et de la consommation culturelle. À ses yeux, contrairement au libéralisme sous toutes ses formes, le nazisme pouvait élever la communauté politique à l'authenticité d'une existence collective capable d'affirmer son identité, sa dignité et son sérieux en assumant l'horizon de la guerre possible contre les ennemis intérieurs et extérieurs, et la

grandeur sacrificielle de la mise en jeu de la vie individuelle au profit de ce qui la dépasse.

L'idéal politique de Schmitt n'en était pas moins plus proche de celui de Salazar ou de celui de Franco que de celui de Hitler : tout dévoyé qu'il fut, le catholicisme de Schmitt et sa conception de la politique comme ayant pour fonction d'empêcher l'Antéchrist et de retarder sa venue s'accordait mal avec la tendance du nazisme à une guerre totale où le catholicisme n'était vu que comme un meuble encombrant destiné à disparaître dans le futur. Schmitt ne souhaitait pas un bouleversement mondial mais un ordre impérial qui, en Europe continentale, s'organiserait autour d'un centre germanique et chrétien. Cet ordre était compatible, à ses yeux, avec certaines formes démocratiques pourvu que celles-ci restent les formes d'une identité substantielle, qu'elle soit nationale ou chrétienne, et qu'elles n'entravent pas le pouvoir de la décision politique. Que Schmitt se soit jeté corps et âme dans le nazisme doit nous rappeler les violences extrêmes dont une pensée comme la sienne peut se rendre complice (ce qui rend assez vain d'opposer la subtilité de Schmitt à la brutalité de Trump), mais ne doit pas nous dissimuler que cette pensée est bien mieux représentée par des figures comme Victor Orban ou J. D. Vance que par la démesure nazie.

Si la référence à Schmitt ne doit pas avoir pour sens de repérer une influence directe sur les politiques des grandes puissances contemporaines, elle n'en a pas moins pour utilité de référer ces politiques à une matrice théorique qui a sa consistance et sa puissance, voire à un imaginaire politique qui imprègne aujourd'hui la nébuleuse des forces conservatrices et réactionnaires en même temps que les stratégies des politiques de puissance. Cette imprégnation va bien au-delà des forces franchement antidémocratiques : en témoigne l'effrayante incapacité des forces libérales, en Europe, de tenir tête à la destruction du droit international et du principe général de l'État de droit que Trump est en train d'accomplir. La passivité

européenne témoigne assurément d'une lâcheté ; elle témoigne aussi de ce qu'on peut appeler un « schmittianisme diffus », du même ordre que le néo-libéralisme diffus qui a dominé les politiques publiques depuis quarante ans (« néo-libéralisme » au sens d'une doxa qui contredit souvent les doctrines effectives des grands néo-libéraux comme Hayek ou les ordo-libéraux allemands) ou que le marxisme dont se sont réclamés les partis communistes du XXe siècle (marxisme qui piétinait littéralement certains des enseignements de Marx).

« Schmittianisme » peut donc désigner un répertoire de thèmes, qui ne forme pas un système serré mais un continuum de concepts et de propositions entre lesquelles existe un certain jeu (à la fois articulation et distance) qui permet d'en jouer avec souplesse. La pensée de Schmitt n'a rien de monolithique : entre la théorie souverainiste de la démocratie illibérale qu'il brandissait au milieu des années 1920, la théorie de « l'ordre juridique concret » qu'il forge sous le nazisme et la théorie du « Pluriversum » et des « Grands espaces » que, depuis une position détachée de la politique effective, il oppose dans les années 1950 à l'universalisme libéral, il y a des tensions extrêmement fortes, qui sont cachées (mais aussi bien aiguës) par la façon dont le mille-feuilles de l'œuvre schmittienne n'annule jamais ses premiers argumentaires, mais les complète par d'autres argumentaires qui s'ajustent pourtant mal avec eux.

Le premier thème du répertoire est celui de la centralité de la « théologie politique », que Carl Schmitt a affirmée de manière retentissante à l'entrée de sa carrière (dans sa *Théologie politique* de 1922, qui s'ouvre par la phrase « Est souverain qui décide de l'état d'exception ») et au soir de sa vie (dans *Théologie politique II*, en 1969, qui s'inscrit à contrecourant du concile de Vatican II). En affirmant que tous les concepts politiques sont des concepts théologiques sécularisés, Schmitt entendait d'abord placer aussi bien les libéraux que les marxistes devant leur inconscient théorique, à savoir leur

dépendance à l'égard de notions essentiellement théologique, comme celle du « pouvoir constituant » qui forme le présupposé des théories de la souveraineté du peuple (et il faut ici reconnaître la pertinence de l'analyse de Schmitt lorsqu'il commente *Qu'est-ce que le Tiers-état ?* de Sieyès) ; il entendait d'autre part situer tous les choix politiques concrets, si pragmatiques fussent-ils, dans l'horizon incontournable d'un choix pour ou contre Dieu, pour ou contre l'affirmation solitaire de la puissance humaine contre tout ordre de sens supérieur, pour ou contre l'enfermement de l'humanité dans l'illusion d'une auto-suffisance dont le moyen serait le déchaînement d'un progrès technique sans autre but que lui-même. La dénonciation du « déracinement » de l'humanité par la technique au nom du rappel des racines « transcendantes » de l'humanité rendait un son « spiritualiste » tout en autorisant une politique de « l'enracinement » qui avait tout pour rabattre le « spirituel » sur les prétendues « forces du sang et le sol », ou de la race (conçue elle-même comme une réalité « spirituelle » autant que biologique), qui étaient au cœur de l'idéologie nationaliste allemande de l'époque.

L'époque actuelle abonde en mouvements politiques qui pratiquent ce même double jeu d'un discours du sublime couvrant les politiques les plus vulgairement « matérialistes », et d'une invocation des dignités religieuses au service des brutalités nationalistes et de l'idolâtrie de la force. Utilisée, non comme un « opium », mais comme un excitant qui intensifie à l'extrême les sentiments d'hostilité sans qu'on ait besoin ni de croire, ni de s'imposer des disciplines de vertu et encore moins de pénitence, ni d'apporter la moindre attention aux commandements de l'amour du prochain, l'élément théologique permet de pratiquer la politique comme un combat eschatologique contre des forces diaboliques contre lesquelles tout est permis. Il porte la pensée antagonique^⑥ à son paroxysme, ainsi qu'on l'observe dans le suprémacisme ethnique et religieux qui guide aussi bien le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu que le Hamas, dans les discours

des idéologues du Kremlin à la Douguine, qui veulent que la Russie sauve l'âme slave de la décadence démocratique de l'Occident, chez les nationalistes chrétiens états-uniens qui ont pour chef politique le vice-président J. D. Vance dont la tête pensante est le milliardaire Peter Thiel, lequel tient depuis quelques temps des séminaires autour des textes de Carl Schmitt sur l'Antéchrist⁷. On trouve également quelques traces de ce mode de pensée théologico-politique chez certains penseurs décoloniaux qui investissent la cause palestinienne, non sur le mode d'une lutte pour les droits humains et politiques des Palestiniens, mais sur le mode d'un combat messianique qui fait d'Israël l'incarnation d'un mal proprement métaphysique concentrant en lui la « colonialité » de l'Occident, de sorte que son éradication ne serait rien de moins que l'événement mondial de la libération universelle⁸.

Le deuxième élément du répertoire schmittien est le souverainisme qui lui permet, dans ses textes des années 1920, de situer l'essence de la démocratie, non dans l'égalité politique des citoyens (*l'isonomie* qui est le noyau commun de la démocratie grecque et de la démocratie moderne, leur différence résidant dans la tendance de la démocratie moderne à étendre universellement l'égalité politique en la concevant comme une égalité des droits qui associe nécessairement les droits politiques et les droits individuels qui protègent les citoyens contre toutes les formes de domination), mais dans l'homogénéité du peuple-nation et l'affirmation de sa volonté souveraine. Cette falsification de la démocratie en politique de l'identité nationale s'observe chez tous les leaders souverainistes, comme le Premier ministre hongrois Orban, ou populiste pro-Brexit Nigel Farage. L'Union européenne est pour eux la cible privilégiée, même si la perspective de sortie de l'UE n'est plus la seule forme prise par la rhétorique souverainiste puisque nombre de nationalistes du continent pensent pouvoir réduire la construction européenne à une utile structure d'opportunité économique offrant aux forces nationalistes de chaque pays le toit commun d'une « identité européenne »

assurant une justification supplémentaire aux politiques islamophobes. Il existe à gauche des versions moins nationalistes de ce souverainisme, qui prennent la forme d'un léninisme démarxisé, souvent teinté de décolonialisme : Frédéric Lordon, qui revendique à la fois un « léninisme » sans contenu déterminé et une politique de la souveraineté⁹, en est un exemple. Le souverainisme est alors expurgé de sa dimension raciste et islamophobe, et se présente comme un projet à visée anticapitaliste ; il n'en reste pas moins schmittien *en tant qu'il est souverainiste*. On doit souligner ici que la théorie schmittienne de la souveraineté est double : dans ses choix politiques concrets, elle penche du côté du fascisme. Mais dans sa dimension théorique générale, *métapolitique*, elle entend se situer au point d'unité entre fascisme et léninisme, ce pourquoi Schmitt, dans ses textes des années 1920, a pu donner Lénine aussi bien que Mussolini, *par opposition au libéralisme*, comme des exemples de dirigeants authentiquement démocratiques, capables de donner au peuple l'unité d'une volonté en laquelle le peuple se reconnaît et se constitue¹⁰. Il est permis de considérer qu'un souverainisme nationaliste reste plus cohérent qu'un souverainisme non nationaliste, forcément bancal, pour ne pas dire schizophrène.

Le troisième élément du répertoire concerne les relations internationales. Carl Schmitt a défendu, dans son livre *Le Nomos de la terre* (1950), l'idée, directement opposée à la perspective kantienne d'un ordre cosmopolitique, de la priorité de la prise de possession de la terre dans la mise en place du droit des Etats. Selon lui, la possession territoriale est antérieure à la mise en forme du droit. Cette perspective est tout à fait cohérente avec la défense d'un partage du monde en « Grands Espaces »¹¹ (sur le modèle de la « doctrine Monroe », aujourd'hui actualisée en doctrine « Donroe », mégalomanie trumpienne oblige) organisés en zones politiques inégales autour d'un centre hégémonique, ce qui est la vision partagée par Donald Trump, Xi Jinping et Vladimir Poutine, chaque grande puissance

étant selon eux légitime à dominer sa sphère géographique propre : le Groenland pour les Etats-Unis, Taiwan pour la Chine et l'Ukraine pour la Russie. Du moins dans un premier temps, le tracé des frontières des « grands espaces » étant sujet aux variations qu'imposent les besoins des centres hégémoniques. On peut noter ici qu'Étienne Balibar avait aperçu dans le best-seller de Samuel Huntington *Le Choc des civilisations* une reprise de la théorie schmittienne des « Grands espaces » : il n'est pas nécessaire d'avoir lu Schmitt pour avoir été exposé à cette théorie. Et là encore, la théorie percole à gauche : lorsque ceux qui se proclament anti-impérialistes apportent leur soutien à Poutine contre l'Ukraine, ou au régime théocratique iranien contre sa propre population — comme on a pu le voir dans la nébuleuse qui a pour vitrine l'émission en ligne *Paroles d'Honneur* —, ils montrent que leurs engagements politiques s'inscrivent dans une politique des grands espaces et non dans une défense des droits à l'autodétermination^[11].

Un tel projet de partage du monde en nouvelles zones d'influence s'oppose, de toute évidence, à la tentative onusienne d'instituer un ordre international fondé sur des règles et les valeurs de la Déclaration universelle des droits humains. Mais on peut aussi appeler cela tout simplement du néo-impérialisme. A condition de retirer du projet impérialiste sa « mission civilisatrice » et de lui conserver sa dimension prédatrice.

Il faut remarquer que pour Schmitt, fonder les relations internationales sur le partage territorial est favorable à un système international stable, puisque les revendications y sont par nature limitées (par des bornes spatiales), tandis que les visions humanistes internationalistes, fondées sur des valeurs, ont, d'après Carl Schmitt, déclenché au cours du XXe siècle des guerres sans limites. Dans les interventions internationales menées au nom du droit ou de la justice internationale, on désigne l'adversaire, Saddam Hussein, les Talibans, Mouammar Khadafi... comme des « ennemis de l'humanité », ce qui donne à la guerre d'une part des objectifs inatteignables (ceux du changement de régime et de la démocratisation par la force) et d'autre part l'aspect d'une croisade morale qui tombe sous le reproche d'occidentalocentrisme ou du « deux poids, deux mesures ».

Dépourvue de toute prétention morale, la vision ultra-réaliste qu'on peut tirer de Schmitt ne tombe bien sûr pas sous les mêmes reproches de tartuferie humaniste. En outre, la position réaliste, selon ses partisans, est plus favorable à un ordre stable car les hégémons régionaux ne font pas qu'assouvir leur désir naturel de domination, ils garantissent la paix universelle en imposant leur puissance dans leur sphère géographique.

Or, les ambitions russes ou chinoises ne sont pas simplement territoriales, elles sont aussi idéologiques et identitaires. Le texte

idéologico-historique de Poutine publié en juillet 2021 sur *l'Unité historique des Russes et des Ukrainiens* explique que l'Ukraine ne s'est séparée de la Russie qu'en raison d'un malentendu historique qu'il faut effacer pour faire revenir les frères Ukrainiens dans le giron de la mère patrie. L'« opération spéciale » lancée en février 2022 visait selon le Kremlin à « libérer » l'Ukraine et à réconcilier des peuples qui n'ont aucune raison de s'opposer – ni même de se différencier... De même, Taiwan, pour Xi, est une deuxième Chine qui ne devrait pas exister. Et le contrôle du territoire vénézuélien ne semble pas beaucoup intéresser Trump, qui annonce candidement qu'il récupère son pétrole (c'est le sous-sol qui l'intéresse !). Mais il ne veut pas poser le pied, ni les bottes militaires, sur le sol. Le cas du Groenland semble en revanche confirmer la recherche du territoire pour lui-même (et les minerais), comme si la taille comptait... Mais ce qui est notable, dans ce cas, c'est l'absence totale d'hostilité vis-à-vis du Groenland ou du Danemark, par ailleurs un des alliés les plus dociles des Etats-Unis. Il faudrait qu'ils lui cèdent en raison d'une pure logique de puissance, indépendamment de toute considération juridique, historique, démocratique ou autre.

Cette menace lancée contre un pays allié membre de l'Otan, sur le territoire duquel les Américains ont toujours été les bienvenus et où ils ont déjà une importante base militaire (à Pittufik) montre que les notions d'alliance et d'amitié n'ont pas de sens pour Trump. Ce qui contredit une thèse centrale de Carl Schmitt, l'idée que la politique se définit par le partage entre ami et ennemi. Or, ce qui me semble précisément troublant dans la période, en particulier avec Trump, c'est l'ineffectivité complète de cette distinction ami-ennemi. Pour les Etats-Unis, il n'y a plus d'alliés (il n'y a plus d'amis européens) mais pas vraiment d'ennemis non plus : il emprisonne Maduro qui est un allié de Poutine mais il ne faut pas particulièrement voir là un acte d'hostilité contre Poutine. D'ailleurs, entre Zelensky et Poutine, lequel est son ami, lequel son ennemi ? Ni l'un ni l'autre. Cela n'a pas de sens pour lui.

Ce qu'il voudrait, c'est que les deux se mettent d'accord sous son égide, pour apparaître comme le « faiseur de deals ». On peut aussi dire que pour Xi, la notion d'ami n'a pas de sens car il ne connaît que des vassaux, comme on le voit à sa manière de traiter le président russe, même s'ils ont célébré ensemble leur « amitié sans limite » en 2022. Et même Poutine qui veut « libérer les Ukrainiens des nazis au pouvoir » et qui aime tellement les enfants Ukrainiens qu'il veut en faire de parfaits petits russes.

Il est très probable que Schmitt aurait vu dans la politique de Trump une lamentable politique de gribouille, tout comme Hayek pouvait voir dans la politique de Thatcher une politique qui restait trop socialiste pour être satisfaisante. On peut imaginer qu'il aurait trouvé aberrant que, alors que Steve Bannon avait clairement affirmé, lors de la précédente présidence de Trump, que l'enjeu décisif était d'être à la hauteur de la guerre menée par la Chine contre l'Occident et pour l'hégémonie mondiale, l'impéritie de la deuxième présidence Trump semble tout faire pour ouvrir à la Chine les voies de l'hégémonie mondiale¹². Il est donc clair qu'on ne peut pas lire l'action de Trump comme la mise en œuvre d'une pensée schmittienne : outre sa dimension d'enrichissement personnel et sa scénographie d'empereur romain de la décadence, elle est d'abord une forme extrêmement brutale d'un capitalisme de prédation et d'extorsion qu'Arnaud Orain a fort bien décrit dans son livre *Le Monde confisqué. Essai sur le capitalisme de la finitude* (Seuil, 2025)¹³.

Cela signifie-t-il que des schmittiens comme Peter Thiel ont tort de se reconnaître en lui et que sa politique ne contribue pas à l'advenue d'un « nomos de la terre » de frappe schmittienne ? Il me semble qu'il est trop tôt pour répondre par la négative. On peut noter tout d'abord que, chez Schmitt lui-

même, la théorie des Grands espaces est très loin de s'ajuster facilement à la définition de la politique par l'identification des amis et des ennemis : le Grand espace ne se définit pas par sa lutte contre un ennemi. La tension qu'on peut observer entre la politique de l'hostilité et la politique du Grand espace est présente chez Schmitt lui-même.

La question de l'ennemi ne se présente pas aussi clairement chez Trump que chez Poutine, dont il serait difficile de dire qu'il n'a pas d'ennemis. Poutine est beaucoup plus immédiatement « schmittien » que Trump : il défend l'âme slave contre l'Occident libéral qui veut la détruire. Son ennemi extérieur — ce que Schmitt appelait « l'ennemi providentiel » — est clairement défini et il est d'abord européen. En comparaison, il semble bien que Trump n'a pas d'ennemi de principe ou « providentiel », mais seulement des ennemis circonstanciels. Son action internationale ressemble surtout à la politique d'un mafieux qui se constitue une clientèle et traite ses cibles en amis ou en ennemis selon qu'elles acceptent ou non de se laisser racketter. Il ne faut cependant pas oublier que, chez Schmitt, l'ennemi qui unifie la communauté politique (par l'antagonisme rassembleur qu'il suscite) peut être intérieur aussi bien qu'extérieur. Or cet ennemi intérieur existe incontestablement dans le trumpisme, c'est le « woke ». L'effroyable meurtre de Renée Nicole Good par un nervi de la police nommée « ICE » illustre exactement une politique de l'hostilité principielle : une mère de famille qui ne constituait aucun danger, et dont le seul tort était d'être paisiblement « woke », est abattue à bout portant par des tirs dans le visage parce qu'elle s'obstine dans les mœurs d'une citoyenne libre — et Vance explique que chacun devrait éprouver de la reconnaissance pour le meurtrier. Nous ne sommes pas ici dans l'univers du deal mafieux, mais bien dans l'univers du fascisme pur et simple.

Or, le sens de cette violence ne se cantonne pas à la politique intérieure. La ligne de partage amis-ennemis, dans le

trumpisme, a une portée internationale : la guerre principale est une guerre civile dont le champ de bataille est transatlantique ; la guerre des « patriotes » contre les « wokes » est une guerre qui doit se dérouler aussi sur le territoire européen, où les États-Unis doivent soutenir les « patriotes », c'est-à-dire les forces nationalistes qui veulent mettre à bas l'État de droit et sonner le glas de la démocratie libérale. C'est le plan annoncé par la « stratégie de sécurité nationale » publiée en décembre dernier par la Maison blanche¹⁴. Dans ce plan, l'ennemi *civilisationnel* est clairement désigné : c'est l'Union européenne en tant qu'elle est un mixte de libéralisme, de souci écologique et de social-démocratie (que cette dimension social-démocrate soit beaucoup trop timide pour un goût authentiquement social-démocrate ne la rend pas moins inacceptable pour le trumpisme). L'ennemi n'est pas constitué par les pays européens, qui sont invités à se laisser vassaliser en renonçant précisément à l'Union européenne pour devenir une périphérie du Grand espace états-unien (baptisé par Trump : « notre hémisphère »). L'ennemi n'est pas constitué non plus par les souverainistes, qu'ils soient de droite (auquel cas ils sont vus comme des vassaux complaisants) ou de gauche (auquel cas ils sont vus comme des idiots utiles) : les États-Unis veulent au contraire qu'ils parviennent au pouvoir. *L'ennemi est l'Union européenne en tant qu'elle se pense dans les termes du droit et non dans ceux des Grands Espaces.*

Les Européens sont donc prévenus : l'hostilité de principe est déclarée, et c'est à eux de décider s'ils y répondront par la complicité intéressée, par la lâcheté aveugle ou par la fermeté. Une chose est en tout cas déjà décidée : c'est que la voie du Grand espace — celle qu'aurait voulue Schmitt pour une Europe chrétienne — leur est fermée par Trump. Ou bien ils tiendront bon sur les principes du droit démocratique et se définiront comme une fédération multinationale à visée cosmopolitique ; ou bien ils seront vassalisés par un des Grands espaces existants, en l'occurrence les États-Unis, même si dans la gauche dite « radicale » certains semblent croire en la

possibilité d'une confédération « bolivarienne », tout en rêvant confusément d'occuper une niche privilégiée qui serait rattachée à un grand espace russe ou chinois.

Notes

- ① Le motif est d'autant moins crédible que Trump a gracié en décembre 2025 l'ex-président hondurien condamné à quarante-cinq années de prison pour importation illégale de cocaïne aux Etats-Unis.
- ② « Carl Schmitt, maître de l'époque ? », *Club de Mediapart*, 3 janvier 2026, <https://blogs.mediapart.fr/jean-yves-pranchere/blog/030126/carl-schmitt-maitre-de-lepoque>, et *lundi matin*, 9 janvier 2026, <https://lundi.am/Carl-Schmitt-maitre-de-l-epoque>
- ③ Anne-Sophie Moreau, « Vers la fin du droit international ? Le retour en force de Carl Schmitt », *Philosophie magazine*, 14 janvier 2026, <https://www.philomag.com/articles/vers-la-fin-du-droit-international-le-retour-en-force-de-carl-schmitt>
- ④ Sur l'influence de Schmitt en Russie, voir Bernard Chappedelaine, « Carl Schmitt, la Russie et la guerre en Ukraine », *Esprit*, septembre 2024. Voir aussi, sur *lundi matin*, 4 mars 2025, « L'ordre spatial du permafrost ».
- ⑤ La figure essentielle est ici le milliardaire de la Tech Peter Thiel, co-fondateur de Pay Pal, dirigeant actuel de la firme Palantir dont le lien à la politique trumpiste est essentiel, et maître à penser de J. D. Vance. Le *Grand Continent* publie régulièrement les textes de Peter Thiel et J. D. Vance ; il dispose également une

page qui publie d'importants textes de Schmitt avec commentaires

- ⑥ Sur cette notion, voir Jean-Louis Vullierme, « Qu'est-ce qu'une pensée antagoniste ? », *INRER*, décembre 2023.
- ⑦ Alors que Carl Schmitt considérait que la tâche politique était, à chaque époque, de trouver ce que saint Paul appelait le « katechon », à savoir « ce qui retient » l'Antéchrist, ce qui semble impliquer un refus de tout ce qui pourrait accélérer l'apocalypse, Thiel estime que l'entrée contemporaine de l'humanité dans un âge apocalyptique exige d'épouser l'accélération capitaliste afin de gagner la course de vitesse qui se joue contre l'Antéchrist qui risque sinon de piloter le développement technologique. De là un mixte inattendu de thèmes réactionnaires et d'enthousiasme technologique qui ressemble à l'accélérationnisme défendu par des transhumanistes fascisants comme Nick Land, qui n'ont plus rien de conservateur dans leur désir de liquider l'humanité dans le déchaînement des désirs et de la pulsion de mort par un capitalisme sans entraves. On doit renvoyer ici au travail pionnier d'Arnaud Miranda, *Les Lumières sombres*, Paris, Gallimard, 2026.
- ⑧ Ce messianisme est explicitement revendiqué par Ramon Grosfoguel, figure radicale du décolonialisme latino-américain (voir son texte « Gaza : Le ghetto de Varsovie du XXI^e siècle »). Grosfoguel a par ailleurs pris parti pour Poutine contre l'Ukraine, la volonté génocidaire de destruction de la nation ukrainienne ne suscitant chez lui aucune émotion eschatologique ni même anticoloniale. Quoiqu'il n'utilise pas le vocabulaire du messianisme, une même fibre est sensible chez Andreas Malm : voir Ivan Segré, « L'égarement antisioniste : le cas d'Andreas Malm », *Lundi matin*, 31 mars 2025,

- ⑨ Voir F. Lordon, « Pour un néo-léninisme », 11 juin 2021, <https://acta.zone/frederic-lordon-pour-un-neo-leninisme/> et « Boulevard de la souveraineté », *Les blogs du Diplo*, 14 janvier 2026.
- ⑩ Schmitt écrit par exemple dans *Parlementarisme et démocratie* (1923-1926, tr. par J.-L. Schlegel, Paris, Seuil, 1988) : « le bolchevisme et le fascisme sont certes antilibéraux, comme toute dictature, mais pas nécessairement antidémocratiques. » « Face à une démocratie immédiate au sens non seulement technique mais encore vital, le parlement issu d'une logique de pensée libérale apparaît comme une machinerie artificielle, alors que des méthodes dictatoriales et césaristes peuvent non seulement être portées par l'*acclamatio* du peuple, mais encore être des expressions immédiates de la substance et de l'énergie démocratiques ». Schmitt soutient que l'action de Lénine, en faisant de Moscou la capitale, a été de rendre la Russie « de nouveau russe », ce qui prouve que l'énergie nationaliste a été la véritable force porteuse de la révolution bolchévique — l'internationalisme n'étant qu'une façade pour des stratégies politiques qui n'ont jamais eu pour visée la liberté des peuples, et encore moins un ordre cosmopolitique, mais uniquement la consolidation et la généralisation de la dictature bolchévique par l'installation de régimes dictatoriaux en solidarité avec elle.
- ⑪ Sur la théorie des Grands Espaces chez Schmitt, voir Jean-François Kervégan, « Carl Schmitt et "l'unité du monde" », *Les Études philosophiques*, 2004/1 n° 68, et Tristan Storme, « Carl Schmitt et le débat français sur la construction européenne. Examen d'une actualité, de droite à gauche », in C. Herrera, *La constitution de Weimar et la pensée juridique française*, Paris, Kimé, 2011: « cette théorie des "grands espaces" prévoit la

suppression des entités étatiques *en tant que lieux de souveraineté*, ainsi que leur incorporation au sein d'un espace plus vaste "allant bien au-delà du *territoire étatique*" [Nomos] ; un espace aux limites indéterminées, ou plutôt flexibles, où chacun des peuples phagocytés disposerait de droits différentiels ».

[1] Le soutien apporté à Poutine — mais aussi à Modi en Inde — par une figure aussi influente que Mignolo a valeur de symptôme. Sur la façon dont la conception du « pluriversum » selon Mignolo recouvre en réalité la théorie schmittienne, voir Miri Davidson, « On the concept of the pluriverse in Walter Mignolo and the European New Right », *Contemp Polit Theory* 24, 469–489 (2025).

- ⑫ Voir Kyle Chan, « Le siècle chinois de Donald Trump : en sabotant les États-Unis, la Maison-Blanche renforce la Chine de Xi », *Le Grand Continent*, 11 juin 2025,
- ⑬ Voir aussi l'excellente analyse du trumpisme que vient de donner Arnaud Orain : « Le néocolonialisme des États-Unis est un aveu de faiblesse », *Le Monde*, 15 janvier 2026.
- ⑭ Voir le commentaire de Sylvain Kahn dans La Grande Conversation : « Rupture idéologique : l'Europe face à la nouvelle doctrine de sécurité nationale de Washington », <https://www.lagrandeconversation.com/monde/rupture-ideologique-leurope-face-a-la-nouvelle-doctrine-de-securite-nationale-de-washington/>